



HAL
open science

Ils sont déjà passés. Subjectivité protofasciste et politique de la fin

Alberto Pacheco Benites

► To cite this version:

Alberto Pacheco Benites. Ils sont déjà passés. Subjectivité protofasciste et politique de la fin. Universidad de Valparaiso. Pensar las derechas II: a 50 años del golpe cívico militar, 2025. hal-04949725

HAL Id: hal-04949725

<https://hal.science/hal-04949725v1>

Submitted on 15 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ILS SONT DÉJÀ PASSÉS.

SUBJECTIVITÉ PROTOFASCISTE ET POLITIQUE DE LA FIN¹

Par : Alberto Pacheco Benites

*« Il n'y a donc pas de réponse globale possible,
pas de « large front antifasciste » pour barrer la route à cette nouvelle menace :
le fascisme est déjà passé !*

Il suinte à travers tous les pores des sociétés capitalistiques ».

FÉLIX GUATTARI – *Lignes de fuite*

Dans le contexte précédant le second tour des élections législatives françaises de 2024, un slogan antifasciste classique de la guerre civile espagnole résonne dans le pays : « ¡No pasarán! » [« Ils ne passeront pas ! »]. Diverses personnalités et groupes ont évoqué cette expression en réponse à la possibilité d'une consolidation institutionnelle de l'extrême droite au sein du gouvernement français. La vérité, cependant, est qu'ils sont déjà passés. Et ce depuis longtemps.

Quels que soient les résultats de ces élections (ce texte est rédigé entre la veille et quelques heures avant de connaître les résultats définitifs), et même si le RN n'obtient pas la majorité absolue, les néoréactionnaires et néofascistes (ou disons l'extrême droite dans son ensemble) sont déjà passés.

Le fait que tout le reste de l'éventail des partis politiques ait dû former un front mutant, sans grand-chose en commun les uns avec les autres, et démontrant autant de grands signes d'une ingouvernabilité à venir dans le but unique d'éviter le problème, en témoigne. Le fait qu'un parti comme le RN ne soit plus marginal, mais entraîne peut-être le plus grand groupe de population derrière une seule proposition politique (ce qu'aucun des partis de la coalition de gauche ne parvient à réaliser de manière indépendante) en témoigne. Le fait que tout le but de cette élection (soudaine et risquée) fut de poser un acte de confiance « en la capacité du peuple français à faire le choix le plus juste pour lui-même et pour les générations futures » (dixit Macron) et que, plus tard, les Français eux-mêmes devront, contre les cordes, « faire barrage » au fascisme, car évidemment la force la plus unifiée derrière un seul parti est effectivement celui-là, en témoigne.

Ainsi, pour esquisser une approche, dans une perspective qui ne considère pas la question comme spécifique à la France ou à l'Europe, il faudra peut-être aller regarder un peu plus loin : l'Amérique latine, années 1970.

1. DE LA DICTATURE AU VOTE

Le néolibéralisme s'est installé dans le sang, avec les fusils militaires et par le biais de dictatures, au Chili (1973) et en Argentine (1976). En revanche, cette vague néo-réactionnaire (« néo-fasciste »/« post-fasciste »

¹ Cet article a été rédigé le 7 juillet 2024. Sa version originale en espagnol fait partie du livre *Pensar las derechas II: a 50 años del golpe cívico militar* [Penser les droites II : 50 ans après le coup d'État civilo-militaire], qui sera publié par l'Université de Valparaíso (Chili) à la mi-2025.

/« extrême droite 2.0 » : les taxonomies sont inutiles), s'installe à coups d'écrans de téléphones portables, grâce aux votes et par des moyens démocratiques. Ce qui rend aujourd'hui de tels résultats électoraux possibles, c'est que les populations rendent compte d'une subjectivité profasciste, produite par les conditions de vie de la logique néolibérale et les dérives de sa technologie. Disons que la situation actuelle n'est concevable que si l'on considère que 40 ans de production de ladite subjectivité se sont accumulés, marqués par des dynamiques qui rendent possible –qui nourrissent et qui favorisent– l'esprit auquel la (anti)politique du néoréactionnaire cherche à s'adresser chez son électeur potentiel.

Si toute la gouvernementalité du capitalisme dans sa version néolibérale a effectivement pour acte de naissance l'extermination violente et sanglante d'une subjectivité révolutionnaire (et de ceux qui l'incarneraient), comme cela s'est produit en Amérique latine dans les années 1970 aux mains de dictatures, il faut comprendre que l'arrivée démocratique de l'extrême droite néo-réactionnaire qui se produit aujourd'hui (en France et dans le monde, notamment de manière légitimée après la triade Brexit-Trump-Bolsonaro) n'est ni le contraire, ni quelque chose à mettre en avant de cette situation. Il s'agit au contraire de la prolongation annoncée dudit processus.

Pour que les *Chicago Boys* puissent expérimenter la mise en œuvre du mode de vie néolibéral (c'est-à-dire les conditions matérielles de production d'une subjectivité profasciste), les dictatures qui leur apportaient un soutien matériel devaient se débarrasser d'une subjectivité révolutionnaire qui caractérisait le continent à l'époque, dans la décennie qui a suivi le triomphe de la Révolution cubaine. C'est sur ce fondement qu'une telle forme de capitalisme a fonctionné de ce qui a été détecté depuis des décennies déjà comme au cœur de la logique capitaliste : la production de subjectivité. Ainsi, toutes les logiques et rationalités du néolibéralisme, ses conditions de vie, la logique de ses dérives techniques et technologiques, sur près de quatre décennies, ont produit un type de subjectivité qui rend viable ce glissement par « moyens démocratiques » vers le néofascisme et vers l'extrême droite. Autrement dit, les subjectivités qui seraient massivement appelées par les discours de l'extrême droite néoréactionnaire sont celles qui ont généralement été produites à l'abri de cette logique au cours des dernières décennies.

Cette bataille étant déjà gagnée, l'accélération néofasciste du néolibéralisme (qui n'est autre que sa continuation) n'a plus besoin des armées pour s'imposer, mais bien des électeurs et des écrans numériques accélérés. L'ordre économique-politique ne rend pas seulement compte de la violence factuelle, de l'autoritarisme et des formes de guerre contre la population (socialement, politiquement, économiquement). L'axe central –toujours– a été la production de cette subjectivité. On peut donc affirmer qu'au cours des dernières décennies, l'ordre capitaliste néolibéral a non seulement réussi à se consolider au niveau institutionnel (macro), mais a également réussi à réaliser une articulation macro-micro, à travers la production de subjectivité.

Le grand triomphe du capitalisme dans sa version néolibérale a été la production incessante de cette subjectivité profasciste, la subjectivité néolibérale-numérique. Et ce qui se produit avec la consolidation de plus en plus importante des formes de la droite néoréactionnaire n'est possible que lorsque la logique du néolibéralisme et la dynamique du régime informationnel actuel ont été pliés au sujet. Ainsi, dans l'esprit d'ouvrir quelques pistes d'exploration, il conviendrait de s'interroger sur les caractéristiques ou les dimensions de cette subjectivité.

2. LA SUBJECTIVITÉ PROTOFASCISTE (OU À PROPOS DU NÉOLIBÉRAL-NUMÉRIQUE)

Les axes centraux de cette subjectivité profasciste, incarnée par ces grands secteurs qui élisent de plus en plus de gouvernements réactionnaires, seraient donnés par trois dimensions. Premièrement, une dimension

contre-empathique, marquée par la compétition comme mode de vie et par une sorte d'égoïsme de la survie. C'est-à-dire par le darwinisme économique méritocratique qui érode toutes les formes du *commun* et de l'empathie (en particulier au sens politique, c'est-à-dire l'empathie radicale qui constitue une puissance pour l'articulation des *émergences* politiques²). Cette logique de « ma survie avant tout » au sens social, ainsi que le fait de placer une « culture de la réussite économique » comme consolidation ou interface de relations entre sujets, est clé pour comprendre le succès des discours de ces droites néo-réactionnaires (post, néo ou simplement fasciste), qui revendiquent ce même sens du « social ».

Deuxièmement, il y a une dimension *extasiée*, faisant référence à la dynamique du régime informationnel du numérique. C'est la situation dans laquelle prévaut une anti-politique de l'affect/effet immédiat et basique, qui s'adresse aux émotions, ainsi qu'à la manipulation par la désinformation, et qui n'est possible que lorsque les sujets vivent déconnectés en raison de leur hyperconnexion. C'est-à-dire immergés dans un contexte dont la caractéristique centrale est un court-circuit hyper-saturé d'information, où le raisonnement s'éteint et cède la place à l'extase du flux, impliquant la dépolitisation, par la primauté irréfléchie de la vitesse et de la saturation. Ce même flux est ce qui fixe la norme d'une viralité comme expression de toute efficacité (justement celle qui nourrit et entretient, par exemple, la logique des *fake news* et qui s'inscrit si bien dans les stratégies de l'extrême droite).

Enfin, l'autre caractéristique de cette subjectivité est que les effets de ce qui précède sont constamment et systématiquement neutralisés, apaisés, endormis dans leur possibilité de générer des *émergences* politiques, à travers la marchandisation totale du bien-être et du bonheur en tant qu'industrie et stratégie. Cela fait référence à une dimension à la fois *productive* et « *heureuse* ». Et loin du désir vitaliste, voire ludique, que l'on peut observer dans les différentes *émergences* politiques, mouvements et explosions sociales de ces dernières années, il s'agit ici de ce qui est opéré par l'industrie du bonheur et du bien-être comme effet placebo et neutralisation. Son axe central est de focaliser les tensions de ces conditions de vie sur une question d'« individus » et de « problèmes intérieurs », pour lesquels le spectre des dispositifs est large.

Cela inclut : la prolifération du coaching, du *self-help*, du discours du développement personnel qui orbite dans l'idée du mérite et du succès, au chevauchement que divers cultes religieux, sectes, groupes de laïcité *new age*, etc. ont fait dans leurs messages, combinant une défense des « valeurs » avec celle de l'ordre économique. De même, cela inclut la pharmacologie dédiée à atténuer les effets de cette crise générale et à rendre le monde plus « supportable ».

En bref, au cours des quatre dernières décennies, non seulement les conditions générales et les rationalités du néolibéralisme ont été imposées, mais ces caractéristiques ont été érigées en piliers de la production de subjectivité³.

Cette idée, présentée ici de manière quelque peu schématique, pourrait donner des indices sur la raison pour laquelle ne devrait pas surprendre un résultat comme celui obtenu au premier tour des élections en France (ni l'élection de Milei en Argentine, ni le fait que Trump revienne probablement à la Maison Blanche). Il n'y a vraiment rien de surprenant à cela. Beaucoup de tristesse, oui. Mais rien de surprenant.

S'il y a un spectre qui hante l'Europe (et le monde aujourd'hui), ce n'est pas vraiment celui de l'extrême droite. Il s'agit presque plutôt d'un symptôme, d'une autre phase de la logique qui se consolide depuis des

² Dans le texte original en espagnol, on met en évidence le double sens du mot *emergencia*, qui correspond à la fois à l'urgence et au fait d'émerger.

³ La recherche doctorale de l'auteur de ce texte développe précisément ces trois dimensions de production de subjectivité néolibérale-numérique.

décennies. Ce qui traverse le monde, c'est cette forme subjective qui produit des résonances qui pourraient sembler dénuées de sens. Et c'est ainsi qu'elles trouvent des échos dans les urnes : ces secteurs –pauvres et riches– d'Amérique latine qui ont porté Milei au pouvoir, qui ont fait échouer la réforme constituante au Chili, qui ont voté pour Bolsonaro ou qui soutiennent aujourd'hui un régime autoritaire « mixte » au Pérou. De même, cet électeur français des zones rurales, qui a précisé avec les résultats du 30 juin 2024 que le RN n'est plus une force marginale, mais un élément central, non seulement dans le paysage politique français, mais aussi dans la subjectivité de ses électeurs ; là aussi résonne le travailleur du « *deep south* » qui s'apprête à rendre « *America Great Again* », mobilisé par la lassitude de l'échec des politiques « traditionnelles » des démocrates, ainsi que par la peur face à ces migrants qui volent, violent, tuent et –pire encore– « prennent des emplois américains » (selon les termes de Trump).

Un trait commun lie le profil de tous ces électeurs et ce n'est ni une surprise ni la conséquence d'un mouvement ou d'une opération uniquement stratégique. C'est une subjectivité qui s'est produite de manière transversale. C'est pourquoi on l'appelle *néolibérale* (marqué par les conditions de vie de ce système) et aussi *numérique* (soumise à la logique de ce régime informationnel). C'est-à-dire produite en dehors des contextes sociaux et de chaque pays. Ce n'est pas quelque dynamique ou sujet qui est nécessairement facile à appréhender pour les outils des sciences sociales ou politiques. Mais il y a là quelque chose qui fait résonner ces électeurs et, dans cette consolidation, n'est plus une cause mais un symptôme. Ainsi, les enjeux stratégiques (désinformation, *fake news*, discours de haine, etc.) fonctionnent de manière similaire, au-delà des particularités (toujours pertinentes bien sûr) de chaque contexte.

3. QU'EST-CE QUI MOBILISE CES VOTES ? (OU QU'EST-CE QUI NE MOBILISE PAS LA GAUCHE)

Or, s'il y a une caractéristique qui peut être identifiée comme une sorte de dénominateur commun dans ce « transversalité néo-réactionnaire » et qui sert à mobiliser un grand nombre de personnes pour voter, c'est le fait qu'ils proposent l'absence d'avenir ou d'alternative possible. L'extrême droite –sous les latitudes et les contextes les plus divers– a été habile à utiliser comme arme (*weaponize*) le fait que nous chevauchons la fin de quelque chose.

C'est cela qui séduit et résonne auprès de cette subjectivité protofasciste : l'idée selon laquelle dans le contexte actuel il ne s'agit que du « chacun pour soi » et qu'il est normal de n'envisager que ceux de la même *classe*, des mêmes *valeurs* ou même de la même *nation* (en général, la même *civilisation*, un discours qui marque aussi les guerres actuelles). Cette logique est en réalité cohérente avec la contre-empathie, elle se brouille dans la logique affect/effet des écrans et est apaisée par la machinerie capitaliste de domestication de l'angoisse. En d'autres termes, cette logique est au cœur des dimensions qui constituent la subjectivité protofasciste produite par le système lui-même. De même, la rationalité de la protection de « c'est qu'est à moi » ou « aux miens » est ce qui a permis à ces pulsions de droite de toujours parvenir à mobiliser des mouvements aussi fondamentaux que la peur ou la colère, qu'elles savent aussi bien traduire en rejet et en haine envers les boucs émissaires habituels. Évidemment, c'est cela qui leur est extrêmement utile et efficace. Cela fonctionne comme une puissance politique de base et se traduit en formule partisane ou électorale.

Mais ce dénominateur commun néoréactionnaire de l'extrême droite n'implique pas la constitution (ni la recherche) d'un sujet politique protagoniste d'un tel projet. Il s'agit plutôt d'une manière de faire appel à une population marquée par la subjectivité protofasciste déjà décrite, mais elle ne constitue pas réellement l'énonciation ou la consolidation d'un sujet politique. Depuis quarante ans, l'hégémonie de l'ordre néolibéral a produit une subjectivité qui peut être appelée –dans sa déconnexion générale, dans sa

dépolitisation, dans son engourdissement apaisé— précisément à partir des émotions les plus fondamentales (et « basses »). Mais il ne s'agit pas d'un sujet politique qui cherche à s'articuler ou à s'organiser au-delà de cela.

Ainsi, tandis qu'à gauche nous continuons à poursuivre des formes d'internationalisme qui parviennent à faire résonner l'intersectionnalité de nos luttes, le sinistre génie de la droite néoréactionnaire a été de pouvoir faire résonner, s'organiser, émerger et articuler—dans des contextes divers et avec une dynamique qui semble peu se soucier de la question internationale en tant que discours— à la fois de bons résultats électoraux et articulations pertinentes (le RN de France inclus). C'est aussi à partir de là que ces forces de droite opèrent concrètement et de manière transversale dans divers contextes, comme le prouve « l'Internationale réactionnaire » réunie en Espagne lors de l'événement *Viva 24* de VOX (auquel ont assisté, entre autres, Milei, Le Pen, Meloni, Orbán et Abascal, l'hôte). En ce sens, aussi douloureux que ce soit, il semble parfois que la droite ait plus de puissance politique.

Par contre, la gauche continue de chercher un (ou plusieurs) sujets politiques et méprise une politique des émotions les plus élémentaires, perçue comme une question stratégique. Comme si des idées programmatiques et moins « ignobles » nous avaient emmenés quelque part.

Il ne s'agit pas de dire qu'on « oublie la lutte des classes » ou qu'on minimise « la résistance » : bien entendu, ces tensions continuent de se développer au cœur de la logique économique de la société (avec ses décibels de violence franche et de nécropolitique). Il ne s'agit pas non plus d'insister sur le fait que « nous devons reconfigurer le concept de classe » comme si cela pouvait résoudre ce qui précède, à condition d'y inclure toutes les luttes et tensions intersectionnelles. La vérité à cet égard est que nous parlons depuis plusieurs décennies en termes de « multitudes », de sujets « imprévus », de « cognitariats », de « précaires » et que nous continuons à perdre. Il s'agit peut-être de retrouver quelque chose qui enflamme, qui suscite une réponse de ces subjectivités protofascistes. Encore une fois, la charnière possible est le mécontentement et la colère, en supposant qu'il n'y a pas d'idéologie au-delà de l'épuisement, de la colère. Et, s'il y a le moindre doute sur l'utilité de cette manière de procéder, il faut rappeler que le grand succès de l'extrême droite a été de savoir monopoliser l'idée de *la fin* et de telles questions.

Différents secteurs de la gauche ne semblent pas enfin accepter qu'en continuant à tenter de construire un avenir possible, l'extrême droite a réussi à voler l'idée de *la fin du future*, dans laquelle il n'y a pas de monde possible et où il ne reste plus qu'à se sauver par tous les moyens possibles, même aux dépens du reste. Même les versions dans lesquelles ils critiquent une certaine « *progresía*⁴ » (qu'ils présentent presque comme complice des processus d'avancée réactionnaire) ne se sont pas débarrassées de l'idée qu'il existe une alternative possible. C'est pourquoi ils semblent surpris lorsque surviennent des situations comme les résultats du premier tour en France, l'élection de Milei ou la consolidation de la possibilité d'un deuxième mandat pour Trump, comme s'ils ne se rendaient pas compte que les alternatives de la population ont déjà été saisies (pas tant au niveau macro qu'au niveau micro ; bien que les résultats électoraux au niveau mondial tiennent également déjà compte du premier).

⁴ Mot en espagnol qui fait référence à un groupe de personnes ayant une vision progressiste. Ces dernières années, du point de vue de la droite, il a été utilisé de manière péjorative pour décrire ceux qui défendent les luttes des minorités, elles-mêmes identifiées à gauche. Plus récemment, cependant, du côté de la gauche, il est utilisé pour désigner une gauche libérale plus « centrale », qui est pointée du doigt comme si elle était discursivement de gauche, mais dans une certaine mesure coparticipante à la logique économique et aux conditions sociales dominantes.

La peur et la colère sont clairement mobilisées vers les élections (des deux côtés de l'Atlantique et des deux flancs de l'équateur) précisément parce que la peur n'a pas besoin d'internationalisme. La peur (et sa possibilité de se transformer en haine) nous traverse tous : ceux qui sont militants et ceux qui ne le sont pas, ceux qui souhaitent développer un langage commun et un projet/programme et ceux qui ne le souhaitent pas.

Tandis que, depuis notre plateforme critique ou progressiste, nous essayons de consolider ce *langage commun* ainsi que les moyens de le traduire dans une organisation qui parvient à capter ces luttes et ces mouvements afin de produire les agencements de nouvelles stratégies et articuler d'autres *emergences* politiques⁵, tandis qu'à gauche nous tournons autour, l'extrême droite a réalisé une consolidation sans précédent.

Et c'est sans précédent parce que la situation actuelle est loin de ce qui s'est passé il y a presque 100 ans, dans le contexte du fascisme partisan institutionnel de formes très diverses, dont se démarque un point clé : la différence par rapport aux questions téléologiques et à la reconquête de la fin.

Ainsi, le coven *Viva 24* avec tous les « *rockstars* » néoréactionnaires réunis, nous crache au visage –une fois de plus– qu'il y a une émergence généralisée de ces pulsions, qui entrent en résonance les unes avec les autres, mais sans approche ou planification universaliste (ni reproductible internationalement). Différente du fascisme programmatique, des chemises noires et brunes, dans lequel les échos internationalistes étaient essentiels, lorsqu'il s'agissait d'ouvrir des factions et des filiales, cette nouvelle « internationale réactionnaire » ne partage même pas les enjeux les plus fondamentaux de sa vision du monde. Tout le monde a vendu à ses électeurs sa propre version de la fin du monde et sa propre solution pour se sauver. Même les rétro-utopies de l'extrême droite actuelle sont loin des projets téléologiques du fascisme classique. Les rétro-utopies sont presque comme un canot de sauvetage pour cette fin qui nous guette.

Ce sur quoi ils s'accordent, certes, c'est que l'ordre libéral s'est effectivement épuisé, d'une manière ou d'une autre, et qu'il y a des coupables tant à l'extérieur (les migrants ou les forces internationales « progressistes et de gauche ») qu'à l'intérieur (les pauvres qui ne produisent ni consomment, ou les politiciens habituels qui ont tout provoqué, ou les élites politico-économiques et les « castes » de la mondialisation). Sur ce dernier point ils coïncident avec la gauche, malgré le fait que la technocratie néolibérale n'est rien d'autre que le revers de la médaille de l'avancée autoritaire du néofascisme et qu'elle a joué un rôle clé dans la production de cette subjectivité qui se traduit par des votes de droite. Au-delà de cette tendance à blâmer, il n'y a pas d'aspect plus programmatique que de surfer sur l'apocalypse, en serrant les rangs autant que possible pour protéger ce qui reste. Il n'y a pas de langage commun, au-delà de celui des affects/effets. Le premier tant au sens de « ce qui affecte » qu'au sens affectif; et le second, tant au sens réactif que conséquent.

Le poids de l'intersectionnalité de nos luttes, le fait de combiner toutes nos tensions, de tenter de reconstruire l'internationalisme comme corrélat des mouvements locaux est bien sûr une tâche nécessaire et toujours urgente. Mais elle est condamnée à continuer d'échouer (tant qu'elle résiste ou, mieux vaut dire, tant qu'elle endure). En effet, la forme politique que nous avons héritée de la modernité est déjà en train de s'affaiblir, mais nous continuons d'insister sur elle d'une manière ou d'une autre. C'est comme si nous continuions à prolonger les tensions du XXe siècle alors même que, depuis la consolidation du capitalisme comme hégémonie mondiale, la perspective d'une articulation à grande échelle permettant de penser à la possibilité concrète d'un tournant (révolutionnaire, disons) a été systématiquement dépossédée de sa

⁵ Encore une fois, le sens espagnol de *emergencia* est utilisé.

puissance. Au lieu d'accepter cette défaite pour prêter attention à la façon dont cette vague haineusement victorieuse fonctionne, nous continuons à occuper la place de la *résistance* et de l'*endurance*. Nous développons le langage et les outils pour penser et articuler cette « vie non fasciste » depuis 50 ans, mais nous continuons à perdre parce que précisément ce fascisme qui vit en chacun de nous, celui qui nous fait aimer être gouverné (qu'on peut l'appeler micro-fascisme, proto-fascisme ou autre), est celui qui semble continuer à remporter les sondages. S'engager dans une révolution à grande échelle ou tout mener vers une guerre civile mondiale, même emprunt du diagnostic le plus lucide, est toujours enivré du même enthousiasme, et ça non plus ce n'est pas nouveau.

En ce sens, l'extrême droite ne constitue pas la *menace* d'un éventuel changement radical de la société. Le changement radical s'est déjà produit. Au niveau mondial et aussi indépendamment de ce qui passera avec les résultats du second tour en France. *In extremis*, on pourrait dire que la vague actuelle d'extrême droite est la récolte de ce qu'elle a semé dans sa production de subjectivités depuis 40 ans.

Et à cet égard, il semble parfois que certains secteurs de la gauche aient même trouvé, sinon confortable, du moins pratique, de continuer à barboter dans la vieille dialectique de l'opposition et, à partir de là, de continuer dans l'insistance nostalgique d'un sujet politique (aussi « multiple », « imprévu » et mutant soit-il). Au lieu de cela, l'extrême droite a capitalisé sur la colère, la peur et la prise de conscience qu'il ne semblait plus y avoir de sauvetage possible. Son produit part de quelque chose : c'est la fin et seul le « chacun pour soi » en vaut la peine. Et le pire, c'est que ce n'est pas un mensonge. C'est effectivement la fin.

4. POUR UNE POLITIQUE DE LA FIN. FINS RÉELLES, FINS STRATÉGIQUES, FINS SANS FIN

Compte tenu de tout cela, il n'est peut-être pas vain de se demander ce qu'impliquerait une « politique de la fin » et comment elle pourrait être utilisée (non seulement) stratégiquement. C'est-à-dire comment en faire une puissance politique qui ne soit pas seulement reconquise par la droite de l'accélération vers le fascisme.

La clé, peut-être, résiderait dans l'idée de vengeance, de revanche. L'idée que la fin est bien l'état actuel, mais qu'elle constitue l'ignition/indignation pour quelque chose. Non pas la possibilité d'un avenir différent, c'est-à-dire l'impossibilité d'un avenir comme projet, mais plutôt la possibilité de réorienter ou de reconquérir ce « chacun pour soi » et tout ce qu'il mobilise de terrible. Et, encore une fois, la fin instrumentalisée par l'extrême droite n'est pas fausse. Nous y sommes ou, du moins, dans différentes versions. Il ne s'agit pas d'une fin « à la Fukuyama » comme d'une « fin de l'histoire » comme d'une conclusion ou d'une réalisation irréfutable, mais d'une fin eu égard à des aspects très spécifiques.

Il s'agit de la fin d'un ordre économique déjà parvenu à son extrême (et qui constitue le cadavre dont se nourrissent –comme des vers– les néoréactionnaires mais qu'ils dénoncent à leur tour comme insoluble), il s'agit de la fin des possibilités de la pensée libérale, de l'héritage des Lumières et du XIXe siècle, de cette « sainte trinité européenne » (économie britannique, politique française et métaphysique allemande).

C'est la fin de l'ordre le plus récent que nous avons hérité, *mutatis mutandis*, de la Seconde Guerre Mondiale, en termes d'hégémonies économiques et d'ordre juridique contractuel international. Il y a déjà eu une série d'accélération disproportionnées, comme l'entrée dans l'étalon dollar comme devise et la fin du système de Breton Woods, comme la fin de la guerre froide et l'instauration d'un néolibéralisme mondialisé, comme la consolidation du régime informationnel numérique et ses transformations de tous calibres, comme la crise de 2008 avec ses conséquentes punitions sur la population et ses conditions de vie, comme la pandémie de COVID et comme le contexte actuel de guerre en Ukraine et de génocide à Gaza (qui constituent le dernier clou dans le cercueil de cet ordre contractuel international). Cependant, malgré

toutes ces accélérations précédentes, ce sont les changements actuels qui semblent entraîner avec eux la manière très moderne de faire de la politique et toutes les hégémonies économiques. L'ordre moderne semble donc être au bord de sa fin.

Mais il s'agit aussi de la fin sur le plan éco-biologique : cet ordre économique-politique est sur le point de détruire l'espèce (et non la planète, ce que notre pédantisme anthropocentrique semble parfois oublier). C'est la fin dans ce sens aussi. C'est le changement climatique, qui ne s'arrêtera pas, même si les habitants des pays riches du nord de la planète s'efforcent de recycler ou d'être aussi « verts » que possible. Ceci, bien sûr, en comparaison avec les pays du sud où –littéralement– une grande partie des déchets produits dans le nord est importée et où, en outre, l'extractivisme –associé à des cadres réglementaires laxistes et à la corruption– continue de tuer et d'empoisonner les vallées, les rivières et les gens à la poursuite de l'extraction minière, ou là où l'Amazonie continue d'être détruite à un rythme rapide, ou là où le recyclage n'est pas une pratique courante ou quotidienne (ni même une préoccupation ou une option) pour les populations qui survivent avec ce qu'elles peuvent.

Et finalement, c'est la fin également à cause de la menace d'une guerre totale qui pourrait tout effacer et –même si cela ressemble à un délire fataliste– c'est quelque chose qui est brandi dans les discours médiatiques du monde entier depuis des mois comme si il s'agissait d'un scénario possible dans le contexte actuel.

Alors, il semblerait trop naïf de brandir une politique de l'avenir dans un tel contexte. Maintenant, concernant les indices qui pourraient esquisser une « politique de la fin » et sa portée, c'est une question qui dépasse l'ambition de ce texte. Intuitivement, cela nécessiterait peut-être non seulement de fortes doses de pragmatisme stratégique, mais aussi une certaine dose de cynisme. Ceci, bien sûr, est quelque peu éloigné de la possibilité d'espoir (qui n'est même plus téléologique ou programmatique) que la gauche semble encore porter. Tout ça pour appâter les sujets marqués par ces subjectivités protofascistes.

Et il s'agit de penser qu'au-delà de la critique des logiques politiques institutionnelles et partisans de la droite (le néolibéralisme technocratique joue en face à face avec l'extrême droite), il faut tenter de parler à *ses* électeurs, lassés de tout et convaincus de la fin, de la peur, de la haine, de la revanche. C'est à eux qu'il faut s'adresser, à leurs subjectivités produites à l'ombre d'un tel ordre.

Il s'agit de comprendre que, peut-être, comme voie alternative, comme outil possible, ne peuvent être considérés ni le parti, ni le programme, ni la résistance, ni l'abstraction de mondes possibles, mais plutôt une étreinte de la fin, sachant qu'il y a eu une défaite depuis des décennies dont ne nous sommes pas remis. Car ce ne sont pas nos militants qu'il faut convaincre (ce sont plutôt eux qui semblent les plus surpris de résultats comme ceux de la France), mais plutôt ceux qui peuvent encore basculer au niveau des votes. Penser qu'avec ceux qui partagent nos idées, nous pouvons construire quelque chose d'alternatif ou de mieux et ensuite « descendre » vers la population majoritaire peut non seulement paraître naïf, mais c'est la garantie pour les réactionnaires de continuer à venir et à gagner, en traînant tout « par le bas ».

Malgré des avancées claires dans certains domaines, réalisées à partir des formes actuelles de luttes (la lutte féministe, celle des économies populaires et les différentes luttes indigènes sont peut-être les exemples toujours évoqués au cours de ces dernières années), la vérité est que la régression et la réaction menacent toujours de tout balayer. Les exemples sont indénombrables et vont de l'échec des lois sur l'avortement jusqu'aux naufrages institutionnels (comme l'Assemblée constituante au Chili ou précisément cette élection française). Ces dernières années, on aurait pu penser qu'il y avait des va-et-vient, c'est-à-dire qu'il y avait parfois des progrès dans une certaine direction et qu'ensuite il y avait une tension habituelle. On l'a pensé avec les vagues rouges et roses, et avec les socialismes du XXI^e siècle, avec Bernie Sanders, avec la chute

de Trump et de Bolsonaro, avec le retour de Lula. De manière très naïve, cette « unification » d'un front progressiste en France il y a quelques jours paraissait même pleine d'espoir. Mais la droite continue de passer.

En ce sens, dans les pays du Nord, dotés d'une institutionnalité consolidée et fonctionnelle (au point qu'elle puisse devenir autoritaire au service du régime néolibéral-néofasciste sans trop d'efforts), l'aspiration n'est peut-être autre que précisément d'arracher des votes à l'extrême droite. Cela pour amorcer une transformation à partir des institutions elles-mêmes et sans avoir à se résigner à se réjouir du fait qu'ils ont réussi à constituer « un nouveau front populaire » juste pour tenir le coup –et pour combien de temps encore ?– et ne pas se laisser balayer par la vague du néofascisme.

Dans des réalités comme l'Amérique latine, en revanche, où l'institutionnalité de l'État peut être brutale dans sa violence factuelle, mais où le peu de fonctionnalité et de pénétration qui le caractérisent peuvent garantir également de vastes territoires (physiques et non), il serait possible, peut-être, d'envisager d'autres voies et articulations, d'autres émergences et agencements, d'autres stratégies. Il existe déjà des exemples de réponses à ce laxisme étatique, allant du néo-zapatisme au Mexique, aux pseudo-monnaies ou aux mouvements d'économie populaire en Argentine, en passant par des articulations telles que les « soupes populaires » au Pérou.

Là-bas, en outre, cette même puissance politique de la fin, ce déclenchement de vengeance et de revanche, cette colère du « ils ont tout prix », n'a rien de nouveau (en Amérique Latine, cette crise de la Modernité est tout ce que nous connaissons depuis notre naissance : il y a 500 ans d'invasion, il y a 200 ans d'un ordre républicain mal formé et il y a 50 ans de néolibéralisme brutal). Peut-être que cela nous permet d'autres formes d'articulation. Mais bien sûr, ce ne sont que des réflexions spéculatives.

Et l'objectif ici est de soulever quelques points au sujet de la surprise de divers secteurs critiques et progressistes (de « gauche », c'est-à-dire) quant au fait que l'extrême droite continue de gagner et quant au fait qu'il n'est plus utile d'insister en employant des formules connues. D'une part, par exemple, la programmation organisationnelle typique (plateforme de lutte et parti, ou la triade idéologie-programme-stratégie, ou la guerre civile mondiale, entre autres), comme s'il s'agissait d'une possibilité encore actuelle ou –encore pire– « l'option » par excellence. D'autre part, l'insistance sur des formes alternatives d'articulation politique (plus multiples, horizontales et « mouvementistes »). Mais cela revient à essayer de jouer à un vieux jeu avec de nouvelles pièces, et à cause de cela ces formes alternatives sont donc susceptibles d'être récupérées étant donné que le problème réside dans la forme politique dans son ensemble ainsi que dans la subjectivité de ceux qui votent, quelque chose que l'extrême droite a très bien perçu.

Face à cela, ce qui est esquissé ici (et sans aucune intention de prêcher depuis la chaire et de prétendre qu'il existe une solution toute faite, comme une formule), c'est comment pouvoir s'enflammer ou s'articuler autrement. Comment faire appel à ces subjectivités du contexte néolibéral-numérique, justement en embrassant et en brandissant ce que la droite a su utiliser, cette idée qu'il n'y a rien d'autre que la fin. Qu'il n'y a plus rien à mobiliser pour autre chose que cette peur vitaliste de s'accrocher à la vie parce que tout annonce qu'elle s'effondre.

Si tout outil bien manié peut être une arme, peut-être nous parlons ici de la question de savoir si nous ne pouvons pas utiliser l'arme de cette droite qui s'empare de tout, de l'idée de la fin, ainsi que de tout ce qu'elle mobilise dans les sujets. Non pas comme une démission fatale (également dépolitisée et anomique ou indifférente), ni comme un déni irréaliste et irresponsable de prétendre qu'il n'y a pas de lendemain à

attendre en fin de compte (et que, par conséquent, il n'y a plus de sens à se battre, articuler ou, du moins, fonctionner ou agir).

Il est clair qu'il y a une différence. Il ne s'agit pas non plus de dire que toute forme d'organisation est hypothéquée par le progressisme téléologique. Mais continuer à articuler quelque chose à partir de l'idée que –désormais– il existe une voie différente de ce contexte de la fin, une porte ouverte (ou mal fermée) par laquelle continueront à passer ceux qui sont déjà en train de gagner. Et le fait est que, à la veille de ces résultats, et quels qu'ils soient, ils sont déjà passés. S'ils gagnent, ce sera la prise de conscience d'un problème tragique. S'ils ne gagnent pas, ce sera la prolongation angoissante d'un processus qui n'est pas irréversible, mais qui peut le devenir si l'on continue à insister sur les mêmes formulations.

Rennes, le 7 juillet 2024